



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

11-04-2015

Communistes -Rapport au comité national du 11 avril 2015

Tout d'abord, bienvenue à nos camarades de l'URCF qui assistent à nos travaux, c'est la poursuite du processus d'unification de nos organisations. Nous avons mandat de nos congrès respectifs pour poursuivre ce processus et le mener à son terme afin de construire le parti révolutionnaire dont le peuple à tant besoin. Nous voyons tous les jours combien l'absence d'un parti de lutte de classe suffisamment puissant pour construire le socialisme se fait sentir.

L'unification de nos deux organisations va donc compter pour atteindre cette perspective tout en restant lucide sur le long et difficile chemin qu'il reste à parcourir.

Mais ce processus est un encouragement pour les militants, les adhérents qui donnent de leur temps et de l'énergie dans un contexte politique marqué d'un côté par l'accélération de l'exploitation capitaliste et par le profond mécontentement du peuple qui s'exprime au travers d'un rejet massif de la politique menée depuis des années par les pouvoirs qui se succèdent sans que rien ne change.

Tant que le capitalisme dominera la société, rien ne changera, nous le savons, c'est pour cela que nous avons créé Communistes, pour éradiquer le capital par la lutte et construire une société socialiste dirigée par le peuple.

Cette perspective, nous sommes les seuls à la porter, cela peut paraître lourd et difficile, mais en même temps, l'espace

politique pour nos idées est grand ouvert, nous l'occupons de plus en plus et de mieux en mieux.

J'y reviendrai au moment d'examiner notre activité et les résultats encourageants que nous obtenons.

Oui il faut développer, renforcer Communistes parce que le peuple a besoin d'un parti révolutionnaire pour lutter et changer la société.

Cette conscience politique ne s'acquiert pas d'un coup de baguette magique, il faut débattre partout de cette perspective, engager le travail de masse indispensable pour faire comprendre que le capital est l'ennemi à abattre, l'unique responsable des conséquences économiques et sociales que son existence engendre.

Nous sortons d'une période électorale, nous allons en retenir les éléments déterminants que nous avons déjà soulevés dans nos analyses publiées sur notre site. Pour rappel : la droite et ses alliés passe de 41 à 66 départements, le Parti Socialiste passe de 61 à 34 départements, le Front de gauche qui avait 234 élus en a 176 aujourd'hui, le Parti Communiste Français dirige 1 département au lieu de 2 en 2011, le Front National a 62 élus.

– 1) L'abstention massive constatée lors de la législative partielle de la quatrième circonscription du Doubs (60,5 %) reste majoritaire lors des départementales (50,2 %). Le taux de bulletins blancs et nuls est de 4 %, tout cela confirme bien le rejet des politiques menées, c'est l'expression d'un mécontentement qui dure et s'approfondit.

C'est particulièrement vrai dans les quartiers populaires où l'abstention atteint jusqu'à 70 % et parfois plus.

– 2) Le positionnement des partis politiques annonce des recompositions, des alliances ou des mésalliances au gré des résultats. Le but recherché est : comment s'organiser au mieux pour être le meilleur serviteur du capital.

– 3) Tous les partis proposent à leur façon une « alternative » à la politique actuelle, mais sans jamais toucher au capital. En quelques mots, une équipe remplace l'autre sans que jamais rien ne change, le Medef est à la manœuvre, le peuple paie.

Les résultats du 2^{ème} tour à peine connus, Valls déclare au nom du gouvernement : « Nous avons entendu le message d'impatience, la situation s'améliore, **nous allons donc poursuivre et accélérer les réformes** ». Pas un mot sur les chiffres du chômage publiés quelques jours avant, marqués par

une nouvelle aggravation, pas un mot sur l'abstention massive, conséquence de la politique menée. Ce n'est pas la préoccupation du gouvernement, le capital doit poursuivre son développement, c'est une règle intangible, l'état est à son service et dès qu'il est usé, et il l'est de plus en plus rapidement, le capital prépare la relève. Il n'y a que les luttes pour freiner son développement.

Dans sa déclaration le soir du deuxième tour, Valls annonce plusieurs mesures pour aller plus vite et plus loin : « il faut sans tarder reprendre les négociations sur la modernisation du dialogue social ». En effet, les discussions ont été bloquées le temps de la campagne électorale elles ne se résument pas seulement aux conditions d'élections professionnelles dans les entreprises et le droit syndical, elles concernent également les retraites complémentaires, l'indemnisation du chômage et sa durée.

Depuis le gouvernement en a rajouté :

- **Il veut donner libre cours aux licenciements, étendre l'accord emploi contre la baisse des salaires et flexibilité du travail. C'est le chantage à l'emploi généralisé.**

- **Créer un nouveau contrat de travail lié à la durée d'un chantier ou d'une tâche précise sans aucune protection pour le salarié.**

C'est la fin du contrat de travail à durée indéterminée, l'extension, la généralisation de la précarité à l'ensemble des travailleurs, la flexibilité des horaires de travail, la baisse des salaires, le travail par intermittence au gré du patron.

- **Pour couronner le tout, le gouvernement vient d'annoncer 2,5 milliards de nouveaux cadeaux fiscaux au Medef qui vient de lui exprimer toute sa gratitude, mais sans manquer de rappeler qu'il faut poursuivre la « baisse du coût du travail ».**

À noter que dans le journal Les Echos du 4 avril dernier, la centrale syndicale CFDT interrogée sur le contrat de travail unique, et sur la flexibilité de l'emploi déclare : « il faut assouplir l'accord national (ANI – AME) parce qu'il ne marche pas ». La CFDT est égale à elle-même, elle est le lien entre le Medef et le gouvernement.

L'ensemble des mesures annoncées devra faire l'objet d'accords ou de lois avant les congés d'été. En ce qui concerne les nouveaux cadeaux fiscaux aux entreprises, l'effet est immédiat.

Cela fait longtemps que nous parlons d'accélération à la course au profit, mais là, le pouvoir a mis le turbo. Ceci n'est pas surprenant, le rapport des forces le permet. La droite, le Parti Socialiste, le Front National jouent leur rôle, chacun à sa manière pour servir le capital. Ils s'arrangent entre eux, manœuvrent pour éviter le débat sur l'essentiel, c'est normal, ils ont été créés pour cela.

Nous sommes les seuls à porter une perspective politique claire mais encore insuffisamment connue.

Le capital dispose encore d'un rapport de force qui lui est favorable, et tous les partis politiques travaillent et s'entendent pour le maintenir.

La droite fait de la surenchère, elle cherche, malgré les discours rassurants des alliances notamment locales avec le Front National. Ne parlons pas du Parti Socialiste, il est au pouvoir mais il cherche de nouvelles alliances avec la droite et le centre. Le Front National dispose d'une promotion inégalée, il est présenté comme le parti des ouvriers et du peuple par la propagande capitaliste. Aujourd'hui il fait l'objet d'une opération « mains propres » consistant à le présenter comme un parti digne d'attention, présentable, aux portes du pouvoir, un recours à la politique actuelle.

Le journal l'Humanité du 31 mars titre : « et après ça (les élections), quelle gauche ? » Pierre Laurent explique qu'il veut construire une « alternative (encore une !) de gauche en rassemblant toutes les bonnes volontés, les portes sont grandes ouvertes... » De nouvelles alliances se font avec les Verts (ceux qui sont mécontents), Nouvelle Donne (?), Mélenchon bien sûr et son Parti de gauche, le Mouvement des Citoyens ou ce qu'il en reste, les « socialistes mécontents » mais qui finissent toujours par approuver la politique menée, et une multitude d'organisations diverses, bref un agglomérat de sigles qu'on empile pour paraître plus nombreux...

Je le disais au début du rapport, aucun parti ne s'attaque au capital. La droite, le Parti Socialiste, le Front National, c'est normal ce sont ses serviteurs, ils sont dans la course au pouvoir. Quant au Front de gauche, il veut s'inspirer de mouvements comme Syriza en Grèce, Podemos en Espagne ou Die Linke en Allemagne dont on voit bien le fond politique depuis que Syriza est au pouvoir. On ne touche au capital, on compose et on « dialogue » avec lui !

Nous l'avons dit depuis le début, ces mouvements, que ce soit en France ou ailleurs, sont une impasse. Ils créent des illusions et renforcent l'idée qu'en dehors du capitalisme rien ne peut exister. Dans le même temps ils maîtrisent le mécontentement qui s'exprime pour tenter de l'étouffer.

Alors oui, les mesures exigées par le capital pour développer son profit sont dans la logique actuelle des rapports de force puisque personne ne s'y oppose.

Le chômage poursuit son ascension, c'est 600 000 chômeurs de plus depuis l'élection de Hollande en avril 2012. Les suppressions d'emplois se poursuivent : Maury Ducros dans les transports, dans le commerce La Halle va fermer 244 magasins sur 608 et supprimer 1650 emplois, Dim va en supprimer 400, dans le bâtiment travaux public 30 000 suppressions d'emplois sont prévues en 2015 après les 35 000 en 2014 et les 30 000 en 2013.

La réforme ferroviaire en cours va entraîner de 11 000 à 13 000 suppressions de postes en cinq ans. La SNCF va supprimer la moitié des trains Intercités, elle a déjà fermé six lignes de transport pour les remplacer par des bus, c'est l'accélération de la privatisation des lignes régionales, la privatisation par petits bouts de l'entreprise nationale. Privatisation qui ne touche pas seulement la SNCF, le gouvernement prépare une nouvelle vague de privatisation partielle comme à EDF, les aéroports, les barrages hydroélectriques, dans l'armement avec Thales, Areva, GDF Suez, dans les services publics comme à Radio France, dans les collectivités territoriales... Etc.

La réforme de la santé va dans le même sens bien sûr. La santé quand il est possible d'y accéder, doit avant tout être rentable. Toute la réforme est dirigée vers cet objectif : diminution des dépenses de personnel et de structures, rentabilité des soins quels qu'ils soient. C'est la santé soumise à la loi du profit capitaliste.

La ministre de l'éducation nationale vient de réformer les congés scolaires pour le plus grand bonheur des sociétés de tourisme, peu importe les conséquences sur les enfants, ce n'est pas le sujet, tout pour le profit.

On le voit bien, lorsque le gouvernement parle de sortie de crise, d'embellie, c'est pour poursuivre sa politique au service exclusif du capital et cela donne des résultats :

– les sociétés du CAC 40 ont dégagé 67,58 milliards d'euros de profits en 2014 soit une hausse de 40%. Sur ce pactole, 56 milliards sont allés dans la poche des actionnaires sous forme de dividendes ou de rachats d'actions, c'est au même niveau qu'en 2007. Voilà l'embellie, la sortie de crise dont parle le pouvoir.

En 2014, chaque habitant en France a rapporté par son travail 31 100 € de richesses soit 2150 milliards de PIB totalement accaparés par le capital (le Figaro du 31 mars).

Ne revenons pas sur les cadeaux fiscaux et sociaux de toutes sortes, ils viennent gonfler les profits, n'ont aucun effet sur l'emploi et ne sont pas utilisés pour la satisfaction des besoins du peuple.

Face à cette réalité : difficultés sociales qui s'aggravent, explosion des profits, on a vu le positionnement des partis politiques, qu'en est-il des centrales syndicales ?

La CFDT nous l'avons dit est l'interlocutrice privilégiée du gouvernement et du Medef. Elle freine toute initiative de lutte. Après ses affaires internes, la CGT n'a rien changé à sa stratégie syndicale du syndicalisme rassemblé et du dialogue social. Elle manœuvre pour prétendre répondre au mécontentement exprimé par les travailleurs et les syndicats d'entreprises. Les nombreuses luttes actuelles notamment sur les salaires et l'emploi demandent à être coordonnées, impulsées, généralisées. La centrale ne tient pas ce rôle car il est contraire au « syndicalisme rassemblé » et au « dialogue social ».

Le 9 avril, des dizaines de milliers de travailleurs se sont mis en grève, ont manifesté à Paris et dans quelques villes de France mais aucune initiative n'est prise pour enraciner les luttes, aucun appel à poursuivre la mobilisation. La Confédération Européenne des syndicats qui fait acte d'un immobilisme remarquable au regard des luttes qui se mènent en Europe, appelle à manifester le... 1er mai. Les patrons européens peuvent dormir tranquille !

Mais les luttes existent et se développent dans de nombreux endroits et de nombreux secteurs. Le patronat et le gouvernement serviteur craignent leur développement et il pratique, c'est bien connu dans les moments de luttes, une répression féroce contre ceux qui osent s'opposer à leurs décisions.

Les exemples sont nombreux mais citons celui de Goodyear Amiens où les candidats CGT aux élections professionnelles qui viennent d'avoir lieu, ont obtenu 97 % des suffrages dans le 1^{er} collège et 85% dans le 2^{ème} collège, 30 militants viennent d'être licenciés par le ministre du travail Rebsamen. Son gouvernement socialiste et ses alliés, les partis de droite, le Front National, accusent tous la CGT Goodyear d'être responsable de la fermeture du site d'Amiens alors que cela fait huit ans que les travailleurs luttent pour maintenir et développer les productions sur le site. Souvenons-nous aussi du silence pesant de la centrale CGT sur cette affaire, silence qu'elle n'a toujours pas rompu pour saluer les résultats aux élections professionnelles. Pour la petite histoire, la CFDT présentait cinq candidats à cette élection, elle a obtenu... cinq voix.

Partout il y a des luttes, contrôleurs aériens, dans les transports routiers et collectifs, à La Poste, dans de nombreuses entreprises de la métallurgie, de la chimie, dans les services publics, l'éducation nationale contre la fermeture de classe et la suppression de postes, dans les hôpitaux... Oui il est possible de coordonner tout cela pour construire un grand mouvement social durable pour satisfaire les revendications, l'argent existe pour le faire.

Les centrales syndicales ont fait le choix politique de la gestion négociée du capital. Il faudra du temps pour modifier en profondeur cette orientation, les luttes, leur développement jouent un rôle essentiel pour cela mais **l'existence d'un parti révolutionnaire est primordiale.**

Le capital, les multinationales aux commandes, les partis politiques et leurs comportements respectifs visant à maintenir et à développer chacun à sa manière ce système économique Voilà très vite tracé le contexte dans lequel nous nous développons.

Notre perspective politique que nous devons rappeler à toute occasion, c'est la lutte unie, déterminée, sans pause ni compromis pour se débarrasser du capital et construire une société socialiste par le peuple et pour le peuple.

Cela ne peut se faire sans parti révolutionnaire nous le savons, les exemples ne manquent pas pour le démontrer. Nous existons pour cela et depuis que nous avons créé Communistes, nous enregistrons au fil des années des résultats

encourageants. Là encore, soyons lucides, il reste beaucoup à faire dans les masses pour qu'elles s'approprient notre perspective politique. Mais nous commençons à avancer. Là où nous sommes implantés de manière structurée, il y a de l'activité et par conséquent des résultats.

À chaque élection, malgré les innombrables obstacles que nous rencontrons, nous progressons en audience et nous renforçons le parti. Ce n'est pas automatique, il faut du temps, beaucoup de débats, de rencontres pour convaincre. C'est normal dans ce contexte où partis politiques et centrales syndicales font allégeance au capital.

Mais ce qu'il faut retenir, **c'est l'utilité de notre présence dans le paysage politique national.** Rappelons-nous les difficultés du début, difficultés dues à l'abandon des valeurs de classe par le Parti Communiste Français, la CGT.

On prononce aujourd'hui les mots capitalisme ou lutte de classe plus souvent qu'il y a 10 ans, ce n'est qu'un détail mais il est démonstratif de ce que nous avons pu faire bouger dans les débats, l'utilité que l'on nous reconnaît aujourd'hui.

Là où nous sommes organisés, le processus de développement, de renforcement est engagé. Il faut le poursuivre sans interruption.

Les élections nous ont aidé à mieux nous faire connaître, les résultats que nous avons enregistrés doivent nous encourager. Décidons dès maintenant de nouvelles rencontres... Quelle date ? Quelle entreprise ? Quel quartier ? Quel établissement ? Avec qui ? Sous quelle forme ?

Nous sommes capables d'encore mieux nous organiser pour les tenir, les résultats sont au bout.

Il s'agit d'ancrer une activité régulière en examinant nos forces et décider avec elles comment franchir un palier pour renforcer le parti.

Cela demande de l'animation, parfois de l'aide. Le secrétariat est disponible, le bureau, le comité national peuvent être mobilisés. Notre rôle c'est d'utiliser nos forces pour en développer d'autres, le comité national doit pleinement porter cette responsabilité.

Ne perdons pas de vue les départements, les régions où nous sommes encore absents. N'est-il pas possible de solliciter un ou plusieurs camarades syndicalistes en activité pour créer des liens dans ces endroits ? Débattons en...

Nos tracts sont de plus en plus distribués, lus et appréciés. Notre site est visité et nos articles provoquent des réactions positives. La distribution de nos journaux s'étend, bref nous avons des outils que nous améliorons sans cesse. Nous développons des documents pour faire part de nos propositions. Comme nous venons de le faire au sujet de la presse écrite télévisée et parlée, outils de propagande capitaliste. Comme nous le ferons demain sur notre conception et nos propositions sur la santé et tout ce qui touche à son accès, la médecine, la recherche médicale. Nous avons également la brochure « Abattre le capitalisme, construire le socialisme » qu'il faut continuer à utiliser, c'est un outil indispensable pour le débat.

Nous avons nos secteurs d'activité que nous devons renforcer, la propa, l'orga, les finances, l'international, la formation, tout ceci fait l'objet de réflexions mais encore trop centralisées au secrétariat et au bureau. Le comité national doit se pencher sur toutes ces questions pour faire grandir notre parti. Chaque adhésion, chaque sympathisant nouveau, chaque contact sont des encouragements à poursuivre.

Le processus d'unification en cours avec nos camarades de l'URCF donne confiance pour avancer.

Chers camarades,

Le secrétariat a souhaité avec juste raison que ce rapport au comité national soit centré essentiellement sur la situation politique, économique et sociale en France, et les tâches que nous avons à accomplir au regard de cette situation.

Je dirai néanmoins quelques mots sur la situation internationale que nous traitons de mieux en mieux au travers de notre site. Nos positions sont uniques, claires, ce sont des références dans la complexité de l'actualité internationale. Actualité qui chaque jour amène son lot de massacres, de situations nouvelles. Le Yémen est devenu un nouveau foyer de tension dans une région déjà à feu et à sang, tout cela au nom de la recherche de profits capitalistes nouveaux.

Répétons-le, le capital est capable de tout pour s'accaparer les richesses exploitées ou non, aucun territoire ne doit lui échapper. Les pays qui ne se plient pas à la convoitise des grandes puissances sont immédiatement qualifiés de dictatures, classés comme étant des foyers de terrorisme. Il suffit d'y ajouter une dose « d'humanitaire », d'utiliser et de susciter les batailles inter- religieuses ou inter ethniques et la justification

de l'agression n'est pas loin. La manipulation de l'opinion est totale.

Cette situation internationale créée de toutes pièces par l'impérialisme est utilisée dans tous les pays intervenants pour restreindre les libertés, toutes les libertés, notamment en France où la construction d'une véritable police politique est en œuvre. **Le renforcement des budgets des armées en Europe, l'explosion des ventes d'armes, source de profits énormes, l'organisation d'une armée d'intervention rapide au sein de l'Europe (une réunion sur la défense européenne doit avoir lieu en juin), sont des éléments qui confirment que le capital prépare de nouveaux conflits qui risquent de se généraliser.**

Les foyers de tension se sont multipliés depuis la disparition de l'URSS, ils sont présents aujourd'hui sur l'ensemble des continents, Afrique, Asie, Europe, proche et Moyen-Orient, tentatives multiples en Amérique latine, tous les peuples sont touchés par cette concurrence inter-impérialiste.

Nous reviendrons bien entendu sur l'ensemble de ces questions, mais on peut remarquer l'immobilisme et la connivence des politiques qui se réclament de la paix avec les décisions du gouvernement actuel. Idem en ce qui concerne les syndicats et notamment la CGT dont les positions sur la situation internationale sont proprement scandaleuses, mais là également, c'est normal au vu de la stratégie syndicale vouée à l'aménagement du capital.

Dans cette situation nous soutenons sans réserve les peuples qui luttent contre les agressions dont ils font l'objet, nous soutenons sans réserve également les partis révolutionnaires quand ils existent pour le combat qu'ils mènent contre l'impérialisme.

Chers camarades,

Notre débat doit permettre d'avancer dans notre volonté de construire le parti révolutionnaire indispensable au peuple, des moyens considérables existent pour construire une société socialiste, capable de répondre aux immenses besoins qui ne sont pas satisfaits, démontrons-le, continuons à faire nos propositions, à débattre, à faire ce travail de masse indispensable au développement de notre parti.

Place à la discussion.